

## le crédit social chinois : un système qui fait peur (400 millions de caméras de vidéosurveillance)

Le **système de crédit social** ([chinois](#) : 社会信用体系 ; [pinyin](#) : shèhuì xìnyòng tǐxì ; litt. « système [de] confiance [en la] société »<sup>1</sup>) est un système de **notation des entreprises et citoyens chinois ou résidents mis en place par le gouvernement de la république populaire de Chine, inspiré partiellement du « [Credit score \(en\)](#) » des [États-Unis](#).**

### Principe

Ce projet du gouvernement [chinois](#) vise à mettre en place un système national de réputation des citoyens<sup>2</sup> et des entreprises<sup>3</sup>, inspiré du [score de crédit des États-Unis \(en\)](#)<sup>2,3</sup>. Chacun d'entre eux se voit attribuer une note, échelonnée entre 350 et 950 points<sup>4</sup>, dite « **crédit social** », **fondée sur les données dont dispose le gouvernement à propos de leur statut économique et social**<sup>5,6,7,8</sup>. Le syen y ajoutant un système de récompenses et de pénalités pour ceux **respectant ou ne respectant pas** les règles édictées<sup>3</sup>. stème repose sur des outils de [surveillance globale](#) et de [surveillance de masse](#), et utilise les technologies d'analyse du [big data](#)<sup>9</sup>, afin d'établir un réseau de « **confiance** » (守信, shǒuxìn) et de **réduire les possibilités de fraudes pouvant être commises** par les entreprises et les citoyens<sup>3</sup>. Selon plusieurs sources<sup>10,11,12,13,14</sup>, le système de crédit social est également un instrument politique, destiné à étouffer les critiques du régime et à notamment prévenir de possibles dissidences politiques, jusque sur Internet, avec par exemple le système d'évaluation individuel en ligne [Sesame Credit](#).

# Historique

## Genèse du projet

L'idée du « crédit social » prend forme dans les années 2000. Lin Junyue, l'un de ses théoriciens, est nommé ingénieur en chef d'une équipe de travail à la demande du gouvernement : « des entreprises américaines avaient demandé de créer des outils pour en savoir plus sur les entreprises chinoises auxquelles elles voulaient passer commande. Avec mes collègues, nous avons donc fait des voyages d'étude aux États-Unis et en Europe, et nous avons compris qu'il nous fallait construire mieux que ça : un système solide pour **documenter la solvabilité des citoyens et des entreprises chinoises. Notre rapport, baptisé « Vers le système national de gestion de crédit », est sorti en mars 2000, juste avant les [réunions des] deux Assemblées. Le terme « crédit social » est apparu en 2002, quand un officiel a suggéré une symétrie lexicale avec « la Sécurité sociale ». En 2006, la Banque populaire de Chine adopte le principe américain du [credit score](#)<sup>2,3</sup>.**

## Lancement de l'expérimentation en 2014

La première mention connue du projet remonte à la publication du rapport *State Council Notice concerning Issuance of the Planning Outline for the Construction of a Social Credit System (2014-2020)* par le [Conseil des affaires de l'État de la république populaire de Chine](#) le 14 juin 2014<sup>15,16,17</sup>. Rogier Creemers, post-doctorant et chercheur au Programme for Comparative Media Law and Policy de l'[université d'Oxford](#), publie alors une traduction du document.

L'objectif de cette initiative, selon le schéma de programmation, est « la sensibilisation à l'intégrité et à la crédibilité au sein de la société ». Le système de crédit social est présenté comme un moyen important de parfaire l'[économie socialiste de marché](#) (完善社会主义市场经济体制) ainsi que de renforcer et renouveler la gouvernance de la société (加强和创新社会治理). Le système de crédit social est un exemple de l'approche chinoise dite « de haut-niveau » (顶层设计). Il est coordonné par le Central Leading Small Group for Comprehensively Deepening Reforms. Selon le « schéma de programmation pour la Construction d'un Système de Crédit Social (2014-2020) » émis par le [Conseil des affaires de l'État de la république populaire de Chine](#), le système doit poursuivre quatre

objectifs : « l'honnêteté dans les affaires du gouvernement » (政务诚信), « l'intégrité commerciale » (商务诚信), « l'intégrité sociétale » (社会诚信), et « une justice crédible » (司法公信)[18](#). Si la couverture médiatique a d'abord porté principalement sur la notation des citoyens, qui relève de « l'intégrité sociétale », les plans du gouvernement chinois prévoient d'aller au-delà et d'inclure des scores de crédit pour toutes les entreprises opérant en Chine[19](#).

Entre autres choses, le système de crédit social est destiné à fournir une réponse au problème de manque de confiance sur le marché chinois. Ses partisans soutiennent que cela va aider à éliminer les difficultés telles que les problèmes de sécurité alimentaire, de fraude, et les marchandises de contrefaçon[20](#).

En juillet 2017, il n'existe que peu d'informations concrètes sur la façon dont ce système pourrait fonctionner dans la pratique[21](#). Plusieurs tests du système ont cependant lieu, à l'échelle locale, ainsi que dans des secteurs spécifiques de l'industrie. Ainsi, à [Shanghai](#), une application utilise le logiciel de [reconnaissance faciale](#) pour parcourir les dossiers du gouvernement, et note les utilisateurs en conséquence[22](#). Ceux-ci peuvent ensuite accéder à leur score et le publier via les réseaux sociaux[23](#). Ces notes se fondent notamment sur le comportement des citoyens chinois en ligne.

**170 millions de caméras de [vidéosurveillance](#) sont déjà installées en Chine en 2017, et leur nombre doit croître jusqu'à 400 millions en 2020.** Grâce au système de reconnaissance faciale, le visage et l'identité des piétons traversant hors des passages cloutés sont affichés sur écran géant jusqu'au paiement de leur amende[24](#).

## **Début des tests et de la mise en œuvre à partir de 2018**

Le gouvernement chinois annonce en mars 2018 qu'une phase de test débute dans le secteur des transports en mai 2018. À cette date, un certain nombre d'incivilités entraîneraient la baisse de la note du citoyen, ce qui lui interdirait de voyager en train et en avion[25,26](#). Selon le quotidien [Le Monde](#), plusieurs millions de citoyens se sont déjà vu imposer des restrictions de transport depuis 2013 « pour n'avoir pas exécuté la décision de justice à laquelle ils ont été condamnés »[27](#).

Le projet peut prendre différentes formes selon les villes dans lesquelles il est expérimenté. Selon Lin Junyue, « À Suqian, le respect du code de la route est apparu comme essentiel dans la notation. À Rongcheng, on se concentre sur la moralité, le civisme. À Hangzhou, on bâtit une réputation de ville innovante et connectée »<sup>2</sup>.

## Généralisation en 2020

Depuis 2020, ce système est appliqué à **l'ensemble de la république populaire de Chine**, mais sans un standard national<sup>28,29</sup>.

## Analyses

Le gouvernement chinois prévoit un système effectif dès 2020. Si le système de crédit social est mis en œuvre comme prévu, il constitue une **nouvelle façon de contrôler à la fois le comportement des individus et des entreprises**<sup>30,31,32</sup>.

La population chinoise aurait une attitude ambivalente envers cette surveillance : « Le système de crédit social n'est pas une mauvaise chose pour la Chine, il y a un vrai besoin. Mais il risque d'être vite utilisé de manière détournée. **L'appareil policier s'en sert par exemple pour mieux contrôler des personnes ciblées et non parce qu'elles enfreignent la loi** », pour l'avocat Liang Xiaojun<sup>27</sup>. Il est appelé « l'œil céleste » par la population locale<sup>33</sup>.

Selon la sinologue **Séverine Arsène**, « ce projet est surtout une nouvelle étape vers un mode technocratique et paternaliste de gouvernement, **basé sur un dispositif de surveillance** et des incitations et contraintes destinées à orienter en temps réel le comportement des individus. Ce système rappelle le [dang'an \(en\)](#), le dossier individuel tenu par l'unité de travail pendant la période maoïste, mais il en diffère fondamentalement par sa vocation à être montré, tant à l'individu ou à l'entreprise, qu'à ses amis et contacts professionnels »<sup>23</sup>. Ainsi, le système dit « de crédit social » est un avatar moderne et technologique du [nomenclateur social marxiste-léniniste](#) attribuant aux citoyens des « mérites » et des « démérites » selon leur attitude ([russe](#) социального номенклатурный<sup>34</sup>, [chinois](#) 社会术语 *shèhuì shùyǔ*, [coréen](#) *songbun*) : déjà à l'époque de [Mao Zedong](#), des [panneaux](#) d'« honneur » et de

« déshonneur » étaient érigés dans tous les villages, quartiers et entreprises<sup>35</sup>.

Selon Rachel Botsman, le processus de [ludification](#) est au cœur du système : « **le gouvernement tente de faire passer l'obéissance pour un jeu. C'est une méthode de contrôle social déguisée** en système de récompense. C'est l'obéissance, mais ludique »<sup>9</sup>.

[Jérôme Colombain](#) estime que « c'est aussi un incroyable système numérique totalitaire. C'est le « big data » au service de la surveillance sociale et politique »<sup>26</sup>.

L'ONG [Human Rights Watch](#) critique le lien entre le système de crédit social et une politique de [justice prédictive](#) testée auprès de la région [ouïghoure](#). Les données recueillies peuvent notamment conduire les personnes dans les [camps d'internement du Xinjiang](#)<sup>27,36</sup>.

L'attribution des points est parfois très arbitraire<sup>2</sup>[\[pourquoi ?\]](#).

## Crédit social pour les entreprises

Pour les entreprises, le système de crédit social servirait de mécanisme de régulation du marché. L'objectif serait de créer un régime de réglementation autonome alimenté par [le big data](#), dans lequel les entreprises exerceraient une « maîtrise de soi » (企业自我约束), faute de voir leur évaluation revue à la baisse par le gouvernement. Les entreprises disposant de bonnes cotes de crédit pourraient profiter d'avantages tels que de bonnes conditions de crédit, des taux d'imposition inférieurs, et de meilleures opportunités d'investissement. Les entreprises avec de mauvaises cotes de crédit feraient potentiellement face à des conditions défavorables pour les nouveaux prêts, verraient leurs taux d'imposition augmenter, les possibilités d'investissement et de subventions se réduire. Le gouvernement envisage également la surveillance en temps réel des activités de l'entreprise. Dans ce cas, les infractions de la part d'une entreprise pourraient entraîner une baisse presque instantanée de sa note, si la technologie le permet<sup>19</sup>.

## Notation des entreprises non-chinoises

Le système de crédit social serait limité à la partie continentale de la Chine. Cependant, les plans ne font pas de distinction entre les entreprises chinoises et les entreprises étrangères opérant sur le marché chinois. Les entreprises étrangères opérant en Chine seraient également soumises au système et même celles n'opérant pas en Chine « Même les entreprises qui ne sont pas directement implantées en Chine sont concernées. « Un contrôle du comportement des entreprises européennes sur d'autres marchés (...) est possible à l'avenir » » [19,37](#).

En août 2019, la chambre de commerce européenne de Chine met en garde les entreprises européennes<sup>37</sup>. Elle indique que si, pendant longtemps, les sociétés étrangères devaient nécessairement former une coentreprise avec un groupe local pour s'implanter en Chine, dorénavant « le crédit social est l'outil qui permet aux autorités centrales de s'assurer que seuls les groupes qui prouvent qu'ils sont dignes de confiance peuvent faire des affaires en Chine » <sup>38</sup>. Ce système « pourrait décider de la vie et de la mort de nos entreprises en Chine »<sup>39</sup>.

Plusieurs sénateurs américains ont aussi alerté en février 2019, sur le risque que faisait peser ce système sur les sociétés et l'économie américaines, d'autant plus qu'il est mis en place et géré par certaines sociétés comme [Huawei](#) qui ont été sanctionnées par les États-Unis<sup>40</sup>.

## Implication d'entreprises privées

En mars 2017, 137 agences de notation commerciales sont actives sur le marché chinois. Dans le cadre du développement du système de crédit social, le gouvernement chinois a suivi les progrès des organismes tiers de [notation financière](#). En 2015, huit entreprises ont été choisies par la [Banque populaire de Chine](#) pour développer des logiciels pilotes afin de noter les citoyens, y compris [Alibaba](#)<sup>41,42</sup> et sa filiale [Ant Group](#), qui développent notamment l'outil d'évaluation individuelle du crédit social [Sesame Credit](#)<sup>43,44</sup>. Le gouvernement chinois a décidé de ne pas octroyer de nouvelles licences en 2017, invoquant des préoccupations sur les conflits d'intérêts et la réticence à partager des données avec d'autres plates-formes<sup>41</sup>.

# Systeme de credit social dans la fiction

La serie [Black Mirror](#) explore dans l'episode [Nosedive](#) certaines des implications negatives d'un systeme comme le systeme de credit social chinois<sup>45</sup>. Ces reflexions se retrouvent egalement dans la serie [Community](#)<sup>[réf. nécessaire]</sup>, dans l'episode *App Development and Condiments*, ou dans l'episode *Majority Rule* de la serie [The Orville](#).

[La Zone du Dehors](#) d'[Alain Damasio](#) explore aussi ce systeme avec le « systeme du clastre » (classification generale des citoyens).

Le roman AAA de Yoan H. Padines est un thriller d'anticipation qui depeint **une France de 2040 où le credit social est devenu la norme**<sup>46</sup>.

## Critiques

La chanceliere [Angela Merkel](#) critique à [Wuhan](#) en septembre 2019 le systeme de credit social chinois, indiquant qu'en Europe « la protection des donnees personnelles [est] considerée comme faisant partie des droits de l'homme »<sup>37</sup>.

Au debut des [annees 2020](#), le systeme a été ridiculisé sur [internet](#). Cela a été illustré par différents [memes internet](#), montrant de maniere très [absurde](#) ce qui se passerait si le credit social augmentait ou diminuait en fonction des phrases ou des mots utilisés et des actions effectuées<sup>47,48,49</sup>.

## Conséquences sur les particuliers

Le **score de credit social** de Xu Xiaodong, praticien des [arts martiaux mixtes](#) chinois (MMA) a été **abaissé à « D » à la suite d'une ordonnance du tribunal**<sup>50</sup>.

Xu est un critique feroce de ce qu'il appelle le « faux kung-fu ». Il affirme que le MMA de style occidental est supérieur aux [arts martiaux traditionnels chinois](#), un point de vue qui, dans l'environnement de plus en plus [nationaliste](#) de la Chine, est souvent malvenu<sup>50</sup>.

En 2017, Xu Xiaodong a insulté le grand maître de [Tai chi](#) Chen Xiaowang. Chen, au lieu de régler le conflit sur le ring, a poursuivi Xu en justice et a gagné. Xu a

été condamné par un tribunal chinois à payer 400 000 yuans (près de 58 000 dollars) d'amende et à s'excuser publiquement sur les [médias sociaux](#) pendant sept jours consécutifs pour avoir insulté Chen50.

Selon Apple Daily, Xu Xiaodong a déjà payé l'amende, mais il a refusé de s'excuser. En raison de son non-respect de la sentence, un tribunal chinois a abaissé la cote de crédit de Xu à « D »50.

Une cote de crédit « D » signifie que Xu **ne sera plus autorisé à acheter des billets d'avion ou de train, ni à acheter des biens immobiliers. Il sera également interdit dans les hôtels, les restaurants et les boîtes de nuit étoilées, et ses enfants ne pourront plus étudier dans des écoles privées**50.

Selon le magazine [Wired](#) qui traite des nouvelles technologies, la [pandémie de Covid-19](#) a permis à la **Chine d'augmenter l'impact de son système de crédit social, notamment par l'usage des [listes noires](#) et des restrictions de voyage appliqués aux particuliers soupçonnés de ne pas respecter les règles de [confinement](#)**51.

## Système semblables hors de Chine

D'après [Jean-Gabriel Ganascia](#), président du comité d'éthique du [CNRS](#), interviewé par [Élise Lucet](#) en octobre 2019, il existe déjà un crédit social sur Internet où « nous sommes notés en permanence », ainsi que dans certaines institutions financières, [assurances](#) et [banques](#). Les informations transmises via les [médias sociaux](#) sur Internet sont récupérées par un certain nombre de grandes entreprises. Il évoque aussi les technologies de [reconnaissance faciale](#) par exemple testées à [Nice](#) 52.

En France, la [CAF](#) a mis en place un système de « score de risque »53.

source : wikipedia